

Cote du document: EB 2017/121/R.30
Point de l'ordre du jour: 13 a)
Date: 2 août 2017
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Proposition de mémorandum d'accord avec Heifer Project International

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Luis Jiménez-McInnis

Directeur du Bureau des partenariats et
de la mobilisation des ressources
téléphone: +39 06 5459 2705
courriel: l.jimenez-mcinnis@ifad.org

Antonio Rota

Spécialiste technique principal – élevage
Division des politiques et du conseil
technique
téléphone: +39 06 5459 2680
courriel: a.rota@ifad.org

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau de liaison pour l'Amérique
téléphone: +12 02 454 2151
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner

Chef de l'Unité des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2974
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt et unième session
Rome, 13-14 septembre 2017

Pour: **Approbation**

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à autoriser le Président à négocier et conclure un mémorandum d'accord avec Heifer Project International, conformément aux dispositions figurant en annexe au présent document.

Proposition de mémorandum d'accord avec Heifer Project International

I. Introduction

1. Le Conseil d'administration est invité à prendre note que le FIDA souhaite conclure un partenariat stratégique avec Heifer Project International (Heifer). À cet effet, le Président sollicite du Conseil d'administration l'autorisation de négocier et de conclure un mémorandum d'accord conforme en substance aux modalités indiquées en annexe au présent document.
2. Dans le cadre de sa stratégie en matière de partenariats, le FIDA et Heifer collaboreraient dans les domaines suivants: mobilisation des investissements dans l'agriculture et la sécurité alimentaire; mesure de l'impact; participation à la concertation sur les politiques au niveau national, régional et mondial; activités de gestion des savoirs, y compris, sans s'y limiter, la coopération Sud-Sud et triangulaire.
3. Le FIDA et Heifer ont déjà collaboré avec succès au Népal, au Rwanda et en République-Unie de Tanzanie, et ont l'intention de rechercher activement et systématiquement de nouvelles opportunités d'exploiter ce succès. La formalisation du partenariat du FIDA avec Heifer permettra au FIDA de mettre à profit l'expertise que possède Heifer, au niveau local, dans les domaines suivants: développement impulsé par les communautés; développement de filières favorables aux pauvres; finance rurale; autonomisation des femmes; développement du capital social; identification des innovations; reproduction à plus grande échelle; et mobilisation d'autres partenaires du développement.

II. Heifer Project International – présentation

4. Heifer Project International est une société sans but lucratif, ayant son siège social à Little Rock (Arkansas, États-Unis), qui a pour mission d'éliminer la faim et la pauvreté dans le monde tout en s'attachant à préserver la Terre. Elle facilite le développement communautaire en renforçant les ressources disponibles à cette fin par le développement de l'élevage, et forme les petits exploitants à une agriculture intelligente face au climat et aux compétences commerciales.
5. Heifer met en œuvre une approche holistique au sein de laquelle les communautés deviennent le moteur de leur propre changement grâce à l'accroissement des revenus et des actifs, à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition, à l'adoption d'approches intelligentes face au climat et à la bonne gestion des ressources naturelles et de l'environnement. Les thèmes transversaux de la promotion du renforcement du capital social et de l'autonomisation des femmes contribuent à pérenniser les activités et à en accroître l'impact.
6. Heifer est attachée au suivi-évaluation, et s'est fixé pour objectif d'aider 4 millions de familles à disposer d'un revenu minimum vital d'ici à 2020.

III. Objectif de la collaboration

7. La collaboration reposera sur les six principes fondamentaux suivants:
 - a) concentration sur les petits exploitants ruraux – femmes, hommes et jeunes;
 - b) développement impulsé par les communautés et axé sur la demande;
 - c) Égalité des sexes et autonomisation des femmes;
 - d) développement adapté au climat;
 - e) gestion et diffusion des savoirs; et
 - f) Impact applicable à plus grande échelle, reproductible et durable.
8. Des opportunités de collaboration seront recherchées dans les domaines suivants:
 - a) développement axé sur le marché et modèles d'entreprise inclusifs à l'intention des petits exploitants et des autres parties prenantes, adoptant l'approche du partenariat public-privé-producteurs (approche dite "des 4P");
 - b) développement du capital social et autonomisation des femmes et des jeunes ruraux, moteurs d'un développement autonome et durable;
 - c) promotion de l'alphabétisation financière et assistance pour l'accès à la finance;
 - d) renforcement des capacités des collectivités locales, des organisations de la société civile et des institutions gouvernementales;
 - e) amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition par un développement agricole intégrant les cultures et l'élevage, et les filières agricoles;
 - f) renforcement de la résilience des économies rurales par l'accroissement des revenus et des actifs des ménages de petits exploitants;
 - g) agriculture intelligente face au climat et gestion durable des ressources naturelles;
 - h) gestion des pertes après récolte par une sensibilisation accrue à leur impact sur les produits agricoles (laitiers, végétaux, etc.), renforcement des capacités, promotion de l'adoption de techniques de gestion des pertes après récolte, et facilitation de l'accès à temps aux marchés.
9. Dans le cadre d'activités communes, Heifer et le FIDA veilleront à l'établissement de solides mécanismes de mesure de l'impact et d'échange des savoirs, et saisiront les occasions de mobiliser les enseignements tirés aux fins de la concertation sur les politiques et de la prise de décisions sur la base de données factuelles, au niveau local, national et mondial. Cela facilitera aussi l'identification des possibilités de reproduction et/ou d'application à plus grande échelle des interventions réussies.
10. L'état d'avancement, les résultats obtenus et l'impact seront suivis au moyen d'un plan d'action évolutif qui fera partie intégrante du Mémorandum d'accord.

IV. Recommandation

11. Conformément à la section 2 de l'article 8 de l'Accord portant création du FIDA, le Conseil d'administration est invité à autoriser le Président à négocier et à conclure un mémorandum d'accord entre le FIDA et Heifer Project International. Comme il est indiqué dans le Rapport sur les accords institutionnels de partenariat du FIDA, présenté au Conseil d'administration en septembre 2013 sur la base du principe d'approbation préalable, le mémorandum d'accord signé sera soumis au Conseil pour information lors d'une session ultérieure.

Projet de mémorandum d'accord entre Heifer Project International et le Fonds international de développement agricole

Le présent Mémorandum d'accord (ci-après dénommé "le Mémorandum") est conclu à la date du _____ 2017 entre HEIFER PROJECT INTERNATIONAL, société sans but lucratif dont le siège social est enregistré en Arkansas (États-Unis) (ci-après dénommée "Heifer") et le Fonds international de développement agricole, institution spécialisée des Nations Unies (ci-après dénommé "le FIDA") (chacun étant ci-après dénommé individuellement "la Partie" et collectivement "les Parties"). Aux fins d'un examen attentif, valable et suffisant et, dans un esprit de coopération, les Parties conviennent de ce qui suit:

PRÉAMBULE

CONSIDÉRANT que Heifer a pour objet de travailler avec les communautés à l'élimination de la faim et de la pauvreté et à la préservation de la Terre en fournissant aux familles dans le besoin des solutions de développement à long terme. Heifer a établi un modèle de développement visant à équiper les générations actuelles et futures, afin de leur assurer vivres et revenus tout en rompant le cycle de la pauvreté, par le développement commercial de l'agriculture et de l'élevage.

CONSIDÉRANT que le FIDA est une institution financière internationale ayant pour objectif de mobiliser des ressources additionnelles qu'elle accorde à des conditions de faveur pour le développement agricole de ses États membres. Pour accomplir sa mission, le FIDA finance principalement des projets et programmes spécifiquement destinés à mettre en place, développer ou améliorer les systèmes de production alimentaire et à renforcer les politiques et institutions s'y rapportant, dans le cadre des stratégies et priorités nationales.

CONSIDÉRANT que les Parties ont pour objectif commun d'aider les petits exploitants des deux sexes à lutter contre la pauvreté, à améliorer durablement leur sécurité alimentaire et leur nutrition, à augmenter leurs revenus et à renforcer leur résilience, tout en veillant à une meilleure gestion de l'environnement.

CONSIDÉRANT que les Parties reconnaissent qu'une approche holistique de la transformation des zones rurales est essentielle pour atteindre les soixante-quinze pour cent (75%) les plus pauvres de la population mondiale qui vivent en milieu rural et dont les moyens de subsistance dépendent de l'agriculture et des moyens connexes.

CONSIDÉRANT que les Parties collaborent depuis plus d'une décennie et que leur collaboration a contribué à la réalisation des objectifs communs des Parties ainsi que des objectifs globaux du Programme 2030, adopté par les États membres des Nations Unies, en particulier, sans s'y limiter, le deuxième objectif de développement durable (faim zéro).

CONSIDÉRANT que, vu la forte cohérence stratégique existant entre les Parties et les résultats positifs issus jusqu'à présent de leur collaboration, les Parties souhaitent renforcer leurs relations.

Section 1 – DURÉE, OBJET ET PRINCIPES FONDAMENTAUX DU PRÉSENT MÉMORANDUM

1.1 Le présent Mémorandum entre en vigueur à la date de la signature et reste en vigueur tant qu'il n'a pas été résilié par l'une ou l'autre Partie, à tout moment et pour quelque motif que ce soit. La résiliation du Mémorandum prend effet trente

(30) jours après la date de la réception par l'autre Partie de la notification écrite envoyée par la Partie résiliante.

- 1.2 Le présent Mémoire a pour objet de fournir un cadre pour la coopération et, sans s'y limiter, de faciliter la collaboration entre les Parties dans les domaines d'intérêt commun (l'"objet"). En particulier, la collaboration entre les Parties, telle que définie dans le présent Mémoire, visera à mobiliser l'expertise, l'expérience et les ressources propres de chacune des Parties afin d'autonomiser les petits exploitants des deux sexes dans les pays en développement.
- 1.3 Cette collaboration reposera sur les six (6) principes fondamentaux suivants:
 - a) Concentration sur les petits exploitants ruraux – femmes, hommes et jeunes;
 - b) Développement impulsé par les communautés et axé sur la demande;
 - c) Égalité des sexes et autonomisation des femmes;
 - d) Développement adapté au climat;
 - e) Gestion et diffusion des savoirs; et
 - f) Impact applicable à plus grande échelle, reproductible et durable.

Section 2 – DOMAINES DE COLLABORATION

- 2.1 Sur la base de ces principes fondamentaux, les Parties rechercheront des possibilités de collaboration dans les domaines suivants:
 - a) développement axé sur le marché et modèles d'entreprise inclusifs à l'intention des petits exploitants et des autres parties prenantes, adoptant l'approche du partenariat public-privé-producteurs (approche dite "des 4P");
 - b) développement du capital social et autonomisation des femmes et des jeunes ruraux en tant que moteurs d'un développement autonome et durable;
 - c) promotion de l'alphabétisation financière et assistance pour l'accès à la finance;
 - d) renforcement des capacités des collectivités locales, des organisations de la société civile et des institutions gouvernementales;
 - e) amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition par un développement agricole intégrant les cultures et l'élevage, et les filières agricoles;
 - f) renforcement de la résilience des économies rurales par l'accroissement des revenus et des actifs des ménages de petits exploitants;
 - g) agriculture intelligente face au climat et gestion durable des ressources naturelles;
 - h) gestion des pertes après récolte par une sensibilisation accrue à leur impact sur les produits agricoles (laitiers, végétaux, etc.), renforcement des capacités, promotion de l'adoption de techniques de gestion des pertes après récolte, et facilitation de l'accès à temps aux marchés.
- 2.2 Dans toutes leurs interventions et activités partagées, les Parties veilleront à l'établissement de solides mécanismes de mesure de l'impact et d'échange des savoirs, et saisiront les occasions de mobiliser les enseignements tirés aux fins de la concertation sur les politiques et de la prise de décisions sur la base de données factuelles, au niveau local, national et mondial. Cela facilitera aussi l'identification des possibilités de reproduction et/ou d'application à plus grande échelle des interventions réussies. Les Parties exploreront et promouvoir aussi la coopération Sud-Sud en diffusant largement les enseignements tirés et les échanges de savoir-faire.

Section 3 – MOYENS DE COLLABORATION

3.1 PLANIFICATION ET EXÉCUTION

Les Parties continueront à explorer les possibilités – initiatives et projets – de planification et d'exécution au niveau mondial et national, tout en poursuivant la mise en œuvre des projets communs en cours. Au niveau national, le cas échéant et avec le consentement du gouvernement, Heifer participera au processus de consultation relatif au programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) aux fins d'identifier les domaines potentiels de collaboration. Après avoir identifié les domaines d'intervention conjointe, les Parties concevront en commun des projets, en établissant une solide théorie du changement dès le stade de la conception et en développant des systèmes de suivi, d'apprentissage et d'évaluation permettant la reddition de comptes et la mesure effective et à temps de l'impact. Les Parties recenseront des possibilités de partenariat avec les gouvernements et mobiliseront leurs avantages comparatifs respectifs pour nouer des partenariats solides et productifs avec les ministères concernés.

3.2 MÉCANISMES DE FINANCEMENT

Concernant les projets d'investissement, Heifer fera au mieux de ses capacités pour cofinancer les projets auxquels elle collabore à hauteur de vingt pour cent (20%) du budget de projet géré par Heifer. Lorsqu'il existe un fort potentiel de collaboration et de synergie, et sur la base des avantages comparatifs de Heifer (développement de l'élevage, capital social et développement communautaire, par exemple), les Parties peuvent cofinancer des projets de don destinés à être exécutés par Heifer. En outre, Heifer sera encouragée, en tant que "partenaire" d'importance stratégique, à concourir pour les financements sous forme de dons dans ses domaines d'expertise, et le FIDA fera de son mieux pour informer Heifer de telles opportunités. Les Parties étudieront les possibilités d'établir des outils de financement innovants tels qu'une plateforme de financement multidonateurs, afin d'accroître les investissements dans leurs domaines communs d'intervention.

3.3 MÉCANISMES DE GESTION ET D'ÉCHANGE DES SAVOIRS

Les Parties partageront et diffuseront proactivement les savoirs issus de leurs interventions conjointes, par différents moyens (publications conjointes, événements, blogs, réseaux sociaux, par exemple). Tout partage d'informations entre les Parties sera régi par leurs politiques et procédures respectives en matière de divulgation d'informations. Les Parties conviendront par écrit, d'un commun accord, de la forme et du libellé de tous les communiqués de presse, publications, déclarations officielles, etc., concernant les activités envisagées dans le présent Mémoire, avant que les communiqués de presse, publications, déclarations officielles, etc., en cause soient rendus publics.

Section 4 – GESTION DES RÉSULTATS ET SUIVI DE L'ÉTAT D'AVANCEMENT

4.1 Un plan d'action identifiant les domaines de collaboration, les produits et les calendriers figure à la pièce jointe I et est cité ici pour référence. Ce document évolutif sera développé et mis à jour par les Parties, et servira notamment à:

- a) à suivre l'état d'avancement et garantir les résultats souhaités;
- b) à recenser les possibilités de développer la collaboration;
- c) à identifier les possibilités de reproduction et/ou d'application à plus grande échelle des interventions réussies; et
- d) à identifier les possibilités de participer à la concertation sur les politiques et de développer des produits du savoir.

4.2. L'état d'avancement de la mise en œuvre du présent Mémoire sera suivi régulièrement en application des pratiques de supervision et de reddition de

comptes des Parties. En outre, les dirigeants de chaque Partie se réuniront une fois par an, à une date à déterminer, pour examiner l'état d'avancement et les mises à jour à effectuer sur la base de la dynamique du développement.

Section 5 – COMMUNICATIONS

- 5.1 Aux fins de mise en œuvre du présent Mémoire, les Parties conviennent de nommer chacune un attaché de liaison chargé de transmettre les communications et informations.
- 5.2 Toute notification ou autre communication faite en application du présent Mémoire sera adressée et envoyée aux référents suivants ou à tout autre référent désigné par notification à l'autre Partie:

Pour le FIDA:

Aux bons soins de _____

Courriel _____

Pour Heifer:

Heifer Project International

Aux bons soins de _____

1 World Avenue

Little Rock, AR, USA 72202

Courriel _____

Section 6 – UTILISATION DES NOMS, LOGOS ET DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

- 6.1 Les Parties conviennent de ne pas utiliser le nom ou le logo de l'une des Parties sans le consentement écrit préalable de l'autre Partie.
- 6.2 Tout droit de propriété intellectuelle relatif à tout rapport, étude ou autre produit (dessin, logiciel ou autre) élaboré conjointement par les Parties en application du présent Mémoire sera détenu conjointement par les Parties.
- 6.3 Tout droit de propriété intellectuelle relatif à tout rapport, étude ou autre produit (dessin, logiciel ou autre) élaboré individuellement par une Partie sera détenu par la Partie qui l'a élaboré.
- 6.4 Tout rapport ou étude, élaboré conjointement ou individuellement en application du présent Mémoire peut être publié sous réserve de l'accord mutuel écrit des Parties sur la forme et le libellé, conformément aux dispositions de la section 3.3.
- 6.5 Tout droit de propriété intellectuelle acquis par une Partie avant la date d'effet du présent Mémoire sera détenu seulement et exclusivement par ladite Partie, et la Partie non titulaire ne pourra en jouir qu'avec l'accord écrit préalable de la Partie titulaire.

Section 7 – CONFIDENTIALITÉ

Tout partage d'informations entre les Parties sera régi par leurs politiques et procédures respectives en matière de divulgation d'informations. Chaque Partie (en qualité de Partie destinataire) convient: a) d'utiliser l'information reçue de l'autre Partie (Partie expéditrice) uniquement en rapport avec l'objet du présent Mémoire, sauf convention contraire conclue d'un commun accord entre les Parties; et b) de maintenir le caractère confidentiel de l'information fournie, lorsque cela est requis.

Section 8 – RELATIONS

Aucune disposition du présent Mémorandum ne sera interprétée comme créant une coentreprise, un partenariat, une relation de mandataire ou d'employé, ou tout autre rapport susceptible d'entraîner une responsabilité du fait d'autrui entre les Parties.

Section 9 – DÉCLARATIONS, GARANTIES ET CONVENTIONS

Les Parties déclarent, garantissent et conviennent: a) qu'elles ont tout pouvoir et autorité pour conclure le présent Mémorandum et exécuter les dispositions qui y figurent, et qu'elles conserveront ce pouvoir et cette autorité pendant toute la durée du présent Mémorandum; et b) qu'elles se conforment et continueront de se conformer à toute loi applicable à toute activité entreprise en application du présent Mémorandum.

Section 10 – DISPOSITIONS FINALES

- 10.1 Le présent Mémorandum reflète les vues et intentions des Parties de coopérer à titre non exclusif, exprimées de bonne foi mais sans aucune obligation juridique ou sans aucun engagement l'une vis-à-vis de l'autre.
- 10.2 Il est entendu et convenu qu'aucune disposition du présent Mémorandum ne constituera ou ne sera interprétée comme constituant une offre, une promesse ou un engagement de l'une ou l'autre Partie de financer en tout ou en partie toute activité ou tout projet identifié dans le présent Mémorandum ou en application de celui-ci.
- 10.3 a) Le présent Mémorandum exprime l'entière entente des Parties concernant les questions spécifiques qui y sont mentionnées et prévaut sur tous exposés, conditions, déclarations ou accords précédents ou contemporains, qu'ils aient été formulés verbalement ou par écrit, relatifs à toute question spécifique en cause.

b) Le présent Mémorandum n'aura aucune incidence sur tous accords dûment conclus, existant actuellement entre les Parties, y compris, mais sans s'y limiter, tous accords de don.
- 10.4 Si les Parties identifient des opportunités ou des projets, les Parties travailleront ensemble de bonne foi afin de négocier tout accord supplémentaire, étant entendu qu'un tel accord mentionnera les travaux des Parties et toute autre condition requise par les financeurs potentiels. Un tel accord ne peut être modifié que par un commun accord des Parties.
- 10.5 Aucune disposition du présent Mémorandum ou de tout document ou arrangement y relatif ne sera interprétée comme constituant une dérogation, une renonciation ou autre modification visant tout privilège ou immunité du FIDA ou de Heifer, ou comme conférant tout privilège ou immunité du FIDA à Heifer ou à son personnel.
- 10.6 Les Parties feront de leur mieux pour régler à l'amiable tout différend né de l'interprétation ou de l'application de toute disposition du présent Mémorandum ou y étant lié, par voie de consultations ou par toute autre méthode convenue d'un commun accord.
- 10.7 Aucun amendement ou modification au présent Mémorandum ne sera valable ou effectif s'il n'est pas formulé par écrit et signé par les deux Parties.
- 10.8 Au cas où le présent Mémorandum serait traduit dans une autre langue que l'anglais, la version anglaise prévaudra en cas de toute différence d'interprétation.

- 10.9 Le présent Mémorandum peut être signé en plusieurs exemplaires, auquel cas chaque exemplaire signé sera réputé constituer un exemplaire original.
- 10.10 Chacun des soussignés déclare de façon expresse qu'il/elle est habilité(e) à conclure et signer le présent Mémorandum au nom de la Partie représentée.

[Page de signature du Mémorandum d'accord]

EN FOI DE QUOI, les Parties ont signé le présent Mémorandum à la date du _____

POUR LE FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE,
institution spécialisée des Nations Unies

Signature: _____

Nom: _____

Titre: _____

Date: _____

POUR HEIFER PROJECT INTERNATIONAL,
société à but non lucratif ayant son siège social en Arkansas (États-Unis)

Signature: _____

Nom: _____

Titre: _____

Date: _____

Action plan, areas of collaboration, deliverables and time lines

Area of collaboration	Deliverable	Indicative time line	Lead – IFAD and Heifer	Support – IFAD and Heifer
Country operations	COSOP design: When appropriate and with government consent, Heifer to participate in consultations related to COSOP design in countries where both organizations are active and potential areas of collaboration may be identified.	Ongoing	Country managers and Directors	Technical specialists
	Identification of collaborative opportunities: Outside of the COSOP framework, regular liaison between Heifer and IFAD to identify potential opportunities for collaboration in countries where both organizations are active.	Ongoing	Country managers and Directors	Technical specialists
	Theory of change: the Parties will agree on a theory of change for each project with a view to facilitating impact measurement and learning.	Ongoing	Country managers and Directors	Technical specialists
	Joint supervision missions: With due regard for issues related to conflict of interest, Heifer will participate in supervision missions for projects Heifer co-finances.	Ongoing Ongoing	Country managers and Directors TBD	Technical specialists TBD
	Ongoing operations: Strengthen ongoing operations in Rwanda, Tanzania and Nepal	Ongoing	Country managers and Directors	Technical specialists
	Future operations: Pursue identified opportunities for collaboration in the countries listed in the “Current collaborations and future opportunities for collaboration in country operations” document found in Annex 2 , attached hereto and incorporated herein by this reference.	Ongoing	Country managers and Directors	Technical specialists
	Country-specific action plans: On the basis of the agreed areas of potential collaboration, develop country-specific action plans for each country where collaboration is foreseen.	By end-March 2018	Country managers and Directors	Technical specialists
Knowledge management	Outreach materials: In accordance with Section 3, produce at least one print media or audio visual media, on an annual basis, that discusses lessons learned from the collaboration (e.g. country-specific and/or thematic).	Ongoing - progress review Jun-18	“Partnership” managers and communications specialists	Country managers and Directors Technical specialists
	Joint events: Co-hosting or	Ongoing -	“Partnership”	Country

Area of collaboration	Deliverable	Indicative time line	Lead – IFAD and Heifer	Support – IFAD and Heifer
	sponsorship of at least one annual joint event at country, regional, or global levels.	progress review Jun-18	managers and communications specialists	managers and Directors Technical specialists
	Social media campaigns: In accordance with Section 3, share and liaise for specific campaigns, e.g. on the occasion of relevant international days and/or events.	Ongoing - progress review Jun-18	“Partnership” managers and communications specialists	Country managers and Directors Technical specialists
	Consider staff exchange and secondment	Ongoing	“Partnership” managers and HR specialists	
	South-South cooperation: Identify and pursue opportunities for South-South cooperation between countries with joint operations by the Parties.	Ongoing - progress review Jun-18	Country managers and Directors	Technical specialists “Partnership” managers
	Policy dialogue: Identify and pursue opportunities for engagement in country/regional and/or global-level policy dialogue.	Ongoing - progress review Jun-18	Country managers and Directors Policy and technical specialists	“Partnership” managers
	Impact measurement: Proactively plan and learn from each other’s work to improve and adapt impact measurement systems	Ongoing - progress review Jun-18	Impact assessment specialists Country managers and Directors Technical specialists	“Partnership” managers
Resource mobilization	Innovative financing mechanisms: Explore options for the establishment of a multi-stakeholder platform to fund agricultural and rural development projects.	Ongoing - progress review Jun-18	“Partnership” managers Technical and Financial specialists	
Follow up and Review	Annual action plan update	Each December	“Partnership” managers Country managers and Directors Technical specialists	
	Parties’ annual leadership meeting	Each February (on the margins of IFAD GC)	“Partnership” managers	“Partnership” managers

Current collaborations and future opportunities for collaboration in country operations

Current Collaborations:

RWANDA

- **Experiences to scale up/replicate:**
 - Strong producer organizations
 - Strong collaboration with government of Rwanda
 - Business hub approach
 - Animal feed/fodder development
 - Social capital building
- **New areas to explore:**
 - Adapt success in dairy value chain to the coffee value chain using business hub approach
 - Knowledge management- deliberately building and disseminating knowledge in dairy and coffee value chains
 - Strengthen extension service system using ICT

NEPAL

- **Experiences to scale up/replicate:**
 - Social capital development and female empowerment
 - Build district-specific dairy and goat development models in KUBK
 - Triadic relationship model
 - Collaboration with local government
- **New areas to explore:**
 - Strengthen extension service system using ICT
 - Strengthening goat market systems and strategies
 - Resilience building through community-managed disaster risk reduction

TANZANIA

- **Experiences to scale up/replicate:**
 - Build strong producer organizations for implementing the Dairy Business Hub ("DBH") model with IFAD.
 - Co-create a DBH strategy with government to improve national dairy performance
- **New areas to explore:**
 - 4P Approach to create milk demand and facilitate distribution between the mainland and Islands
 - Knowledge management- deliberately building and disseminating knowledge in dairy value chain.
 - Create policy dialogue space among producers, BDS providers and government

Future Opportunities for Collaboration in Country Operations:

UGANDA

- **Areas to explore (after 2018, depending on thematic and geographic focus of respective country programmes):**
 - Replicate DBH model for national dairy development
 - Scale up the successful work around biogas regionally
 - Adapt the DBH model for poultry production with women smallholder farmers
 - Adapt the BH model for coffee value chain using the 4P Approach
 - Knowledge management- deliberately building and disseminating knowledge in coffee and poultry value chains

- Integration of Internally Displaced People (mainly youth) in the mainstream of development

ZAMBIA

- **Experiences to scale up/replicate:**
 - Replicate the successful experience in livestock restocking
 - Scale up the successes of increasing women's productivity through draft cattle (joint project with WFP)
 - Strong collaboration with the Ministry of Agriculture and Livestock
- **New areas to explore:**
 - Facilitation to formalize small ruminants trade between Zambia and DRC as part of market creation for producers.
 - Adapt BH model for goat value chain using the 4P Approach
 - Knowledge management- deliberately building and disseminating knowledge in poultry value chains.

BANGLADESH

- **Experiences to scale up/replicate:**
 - Social capital development and female empowerment
 - Assist emerging cooperatives to improve commercialization of agricultural products
 - Optimize productivity of small farms especially in the efficient production of goat and beef
- **New areas to explore:**
 - Heifer to provide TA to goat and beef value chain project which will be implemented by another entity selected by Heifer and PKSF (microfinance entity)
 - Social capital development for all IFAD-funded projects in country

INDIA

- **Experiences to scale up/replicate:**
 - Social capital development and female empowerment
 - Strengthening Farmer Producer Organizations to take up a larger enterprise role in the goat value chain
 - Expand collaboration on livestock production, including fodder, in Odisha and Rajasthan (Heifer/IFAD overlap areas)
- **New areas to explore:**
 - Collaboration in IFAD- funded OPELIP project in Odisha, to be started in 2017.
 - Swine rearing in NE India
 - Possible synergies with BMGF (particularly in poultry value chain)

NICARAGUA

- **Experiences to scale up/replicate:**
 - Women's economic empowerment
 - Inclusive rural enterprise development using LINK Methodology
 - Rural business models within cocoa, coffee, honey and dairy value chains
- **New areas to explore:**
 - Climate smart production of beans, cocoa & coffee for smallholder farmers
 - Knowledge management around inclusive rural enterprises
 - Strengthening business linkages with formal markets (LINK)
 - Strengthen extension service for the adoption of climate smart agricultural innovations

GUATEMALA

- **Experiences to scale up/replicate:**
 - Women's economic empowerment

- Environment and natural resource conservation
- Sustainable food security systems
- Knowledge Management via social capital and technical services
- Rural business models within cocoa, honey and cardamom value chains.
- **New areas to explore:**
 - Market-driven development of agricultural and non-agricultural rural businesses and microenterprises in the cocoa, Ramon (Mayan nut), and cardamom value chains
 - New inclusive business models for private sector through LINK
 - Direct collaboration with key local actors including PRODENORTE, PNDR-Oriente, JP-RWEE, and Fundación Defensores de la Naturaleza